

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 4 octobre 2023

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 4 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VTB

zone industrielle

route de Faulquemont

57740 Longeville-lès-Saint-Avold

Références : LONGEVILLE-LES-ST-AVOLD_VTB_2023-10-04_RAPVI_MED_MChE_25270
Code AIOT : 0006201431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 juillet 2023 dans l'établissement VTB implanté zone industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 21 juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VTB
- zone industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- code AIOT : 0006201431
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société VTB est autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold. La visite d'inspection fait suite à une plainte des entreprises voisines auprès du District urbain de Faulquemont relative à des dégagements important de poussières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Emissions de poussières;
- Prévention des risques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Zones à risques incendie	arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 35.2.1 (partiel)	/	mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Installations électriques	arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 36.6	/	mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Zones à risques explosion	arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 35.2.1 (partiel)	/	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions de poussières	arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 6	Arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCAT/BEPE/N°2023-6 du 16 janvier 2023	sans objet
4	Matériel électrique	arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 35.2.3	/	sans objet
5	Poussières inflammables	arrêté préfectoral du 30 janvier 2002, article 35.2.9	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté plusieurs non-conformités qui l'amènent à proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions contrôlées dans un délai imparti. Ces non-conformités portent notamment sur :

- la disponibilité du plan des zones à risques ;
- la matérialisation des zones à risques ;
- la levée des non-conformités relevées dans le dernier rapport de vérifications électriques.

L'exploitant doit également, sous un délai de 1 mois, justifier l'absence de zone à risques « atmosphères explosives ».

La société VTB a été mise en demeure par arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/n°2023-6 du 16 janvier 2023, de rendre fonctionnel son dispositif de captation et de traitement des poussières, sous un délai de 6 mois. Lors de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection un bon de commande signé du 26 juin 2023, pour le remplacement complet du dispositif de captation et de traitement des poussières des installations de la société VTB. La mise en service de celui-ci est prévue pour la semaine 39 (du 25 au 30 septembre 2023). L'inspection propose à échéances de contrôler la mise en place du dispositif de captation et de traitement des poussières.

L'inspection propose au préfet de tenir informé le District urbain de Faulquemont des suites apportées à cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions de poussières

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 6
Thème(s) : risques chroniques, Emissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : visite du 17 octobre 2022, rapport DREAL du 2 décembre 2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les émissions particulières diffuses. Les sources d'émissions particulières doivent être combattues à la source par capotage ou par un procédé d'efficacité équivalente. Les sources d'émissions particulières devront être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage.</p> <p>Plus particulièrement, le hall de déchiquetage et le hall des sciures de bois seront munis de dispositifs d'aspiration des poussières complétés par des filtres à manches. La conception et la fréquence d'entretien des installations d'aspiration doivent éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. L'efficacité de ces dispositions devra permettre de ne pas dépasser la limite de concentration en poussière des rejets atmosphériques définie à l'article suivant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 17 octobre 2022, l'inspection a constaté que le dispositif de dépoussiérage n'est plus en état de fonctionnement.</p> <p>la société VTB a été mise en demeure, par arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/n°2023-6 du 16 janvier 2023, de rendre fonctionnel son dispositif de captation et de traitement des poussières, sous un délai de 6 mois, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'émissions de poussières. Par ailleurs, l'exploitant a remis à l'inspection, un bon de commande signé du 26 juin 2023, pour le remplacement complet du dispositif de captation et de traitement des poussières des installations de la société VTB. La mise en service est prévue pour la semaine 39 (du 25 au 30 septembre 2023).</p> <p>Au vu des mesures prises par l'exploitant, l'inspection propose de contrôler, lors d'une prochaine visite, la mise en place du dispositif de captation et de traitement des poussières.</p>
Observation : La visite d'inspection fait suite à une plainte transmise, par courrier du 12 juin 2023, par le district Urbain de Faulquemont (DUF) suite à un signalement de dégagement important de poussières par les entreprises avoisinantes à la société VTB.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Zones à risques incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.2.1 partiel
Thème(s) : risques accidentels, délimitation des zones à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie [...] pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations de l'établissement.</p> <p>Il détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie et/ou atmosphères explosives). [...]</p> <p>Il tient à jour et à disposition de l'inspection des installations classées un plan des zones à risques « incendie » [...]. Les zones à risques « incendie » [...] sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, ...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des zones à risques et a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il considère l'ensemble de son site comme une zone à risque incendie.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un panneau "risques incendie" à l'entrée du site matérialisant la zone à risques incendie. Il a été constaté que le panneau situé à l'entrée du site est partiellement effacé par le temps et les intempéries. L'exploitant s'est engagé à le remplacer. Par ailleurs, ce seul panneau ne permet pas de délimiter la zone à risques incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un mois, les dispositions de l'article 35.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé en tenant à disposition de l'inspection un plan des zones à risques à jour de l'établissement et en délimitant ces zones à risques par des moyens appropriés (panneaux, marquage au sol, etc ...). L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de la Moselle.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : un mois

N° 3 : Zones à risques explosion

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.2.1 (partiel)
Thème(s) : risques accidentels, délimitation des zones à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine [...] d'une explosion pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations de l'établissement.</p> <p>Il détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie et/ou atmosphères explosives). Dans le cas des zones à risques « atmosphères explosives », il distingue les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.</p> <p>Il tient à jour et à disposition de l'inspection des installations classées [...] un plan des zones à risques « explosives ». [...] Les zones à risques « atmosphères explosives » sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, ...).</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le hall de broyage, situé dans un hangar, produit une quantité importante de poussières. Cette situation de confinement des poussières est susceptible de provoquer un phénomène d'explosion. L'exploitant a indiqué à l'inspection que les matières traitées dans l'installations ne créent pas de poussières "combustibles" pouvant créer une zone à risques d'explosion.</p> <p>Cependant, le site traite des déchets ménagers, qui sont susceptibles de contenir des matières combustibles et du bois. L'exploitant doit justifier, sous un mois, que le hall de broyage n'est pas une zone à risques « atmosphères explosives » et, dans le cas contraire, d'intégrer cette zone au plan répertoriant les zones à risques et de la matérialiser dans l'établissement à l'aide de moyens appropriés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans Objet
Proposition de délais : un mois

N° 4 : Matériel électrique

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.2.3
Thème(s) : risques accidentels, matériel électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'établissement. En vue de prévenir l'inflammation des poussières, tout appareillage électrique susceptible de produire des étincelles tels que les moteurs non étanches à balais, rhéostats, fusibles, coupe-circuit, etc ..., sera convenablement protégé et fréquemment nettoyé. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les installations électriques situées dans le hall de broyage et susceptibles de produire des étincelles et une inflammation de poussières, sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coupes circuits, rhéostats et fusibles, situés dans des armoires électriques fermées et étanches ; - les moteurs électriques, équipés d'un capotage permettant de contenir la poussière. <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté, dans le hall de broyage, que les armoires électriques sont maintenues fermées et que les moteurs électriques sont équipés de capotage.</p> <p>L'exploitant a, par ailleurs, présenté le rapport thermographique infrarouge du 13 juin 2023 lui permettant de déterminer les zones des installations susceptibles de produire de forts échauffements notamment électriques.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : Poussières inflammables

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.2.9
Thème(s) : risques accidentels, poussières inflammables
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, les installations concernées sont munies de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Ce nettoyage doit être effectué régulièrement.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué procéder à un nettoyage des installations par aspiration une fois par mois et a présenté le registre sur lequel il reporte les différentes actions de maintenance de ses installations. Il a été constaté que ces opérations de nettoyage sont reportées mensuellement dans ce registre.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 36.6
Thème(s) : risques accidentels, vérification annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : [...] Une vérification complète de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé qui doit explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit remédier à toute défectuosité constatée dans les plus brefs délais. Les conclusions de cette vérification seront transmises à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 13 juin 2023 effectué par un organisme agréé. Ce rapport révèle six non-conformités. Interrogé sur les actions qu'il a mis en place pour lever ces défectuosités, l'exploitant a indiqué attendre des devis de différentes entreprises spécialisées dans les installations électriques, et s'est engagé à transmettre un devis signé à l'inspection dans les plus brefs délais. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un mois, les dispositions de l'article 36.6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé en levant les non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques du 13 juin 2023 et en informant l'inspection des installations classées des mesures mises en oeuvre. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de la Moselle.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : un mois